

Surendettés, des éleveurs choisissent de sortir du « dépenser plus pour produire plus »

Trois éleveurs laitiers de la Sarthe racontent comment ils ont réussi à réduire leur endettement en changeant de pratiques, à contre-courant des conseils du milieu.

Le Monde.fr | 27.02.2016 à 09h51 • Mis à jour le 27.02.2016 à 13h28 | Par [Manon Rescan](#)

Abonnez vous à partir de 1 € [Réagir](#) Ajouter

Partager (19 292) [Tweeter](#)



Un dimanche de printemps 2014, Marie-Yvonne Lethuillier a vu la carapace de son mari se fendre : « *Il m'a dit qu'il n'allait pas [pouvoir faire](#) la traite.* » Une « grande fatigue » s'est abattue sur les épaules de Frédéric, éleveur laitier à Auvers-sous-Monfaucon (Sarthe). Une maladie

dont il peine aujourd'hui à [retrouver](#) le nom en anglais. Son « burn-out », somme d'un trop plein de travail et d'une accumulation de dettes, lui vaudra quatre mois d'arrêt de [travail](#) et une grande remise en question.

Deux ans plus tard, en cette fin de février, le vert luisant des champs qui mènent à la ferme est désormais facteur de soulagement pour le couple. D'ici à quelques jours, quand le sol aura épongé la pluie tombée cet hiver, les soixante vaches laitières de l'élevage pourront [sortir paître](#). Une image d'Epinal qui n'a pourtant rien de conventionnel dans le département.

Ici, les ruminantes passent l'essentiel de leur temps en intérieur, dans les stabulations des fermes, nourries à l'ensilage de maïs cultivé à la ferme et aux compléments de ration achetés à l'extérieur. C'est de ce modèle intensif que la [famille](#) Lethuillier est revenue, constatant qu'il était l'un des poids pesant sur sa comptabilité déficitaire. Et sur son moral.

Lire l'entretien avec le président de Solidarité paysans : [« Les agriculteurs ont un réel sentiment d'abandon vis-à-vis de la société »](#)

« Vider leur sac »

Balayant l'étendue verte de la main, Mathieu Chartier, salarié de l'association Solidarité paysans, se souvient de la première fois où il a longé ces champs, après l'appel de détresse de Marie-Yvonne. « *Il y a deux ans, tout ça c'était du maïs* », sourit-il face aux terres devenues prairies. « *C'est souvent la femme qui fait la démarche* », poursuit-il, expliquant que son rôle est, d'abord, d'apporter un soutien moral aux familles qui commencent par « *vider leur sac* » sur la toile cirée de la salle à [manger](#).

Sa démarche consiste ensuite à les [accompagner](#) – il le fait avec trente nouvelles familles par an – dans les démarches juridiques nécessaires pour [redresser](#) l'exploitation quand c'est possible. Selon les fermes, il lui arrive de [proposer](#), avec le [Centre](#) d'initiatives pour [valoriser](#) l'[agriculture](#) en milieu rural (Civam), une réorientation du [mode](#) de production pour [aller](#) vers un fonctionnement « *plus économe et autonome* ».



40 000 euros d'économies par an

Des graminées et du trèfle. Tel est le cocktail avec lequel sont désormais nourries, dès les beaux jours, les Prim'holstein de la ferme des Lethuillier. A la sortie de l'hiver, fini le maïs et les compléments : le trèfle fournit de l'azote au sol et, avec les graminées, des protéines nécessaires à la fabrication du lait qui fait [vivre](#) l'exploitation. La ferme a conservé 13 hectares de maïs (contre presque 30 auparavant) pour l'hiver, que les vaches passeront au chaud.

Le couple est loin d'avoir épongé toutes ses dettes mais il a réduit ses achats d'aliment de 40 000 euros. Et semble visiblement [souffler](#) après des années de doute. « *On ne voit plus [arriver](#) les factures* », se réjouit Marie-Yvonne.

Cette [histoire](#) ressemble à celle de nombreux agriculteurs aujourd'hui en difficulté. Celle d'une installation ou d'un investissement dont l'équilibre prévu par les plans de financement est mis en miette par un incident d'exploitation.

Chez les Lethuillier, la paratuberculose, une maladie contagieuse fatale pour le troupeau, déclarée quinze jours après leur installation, a contraint les exploitants à [renouveler](#) le cheptel quasi intégralement en un an, plombant le budget de la ferme et les économies de la famille. Au point qu'elle s'est trouvée rapidement incapable de [payer](#) ses fournisseurs.



A Bouër, à 35 kilomètres au nord-est du Mans, c'est la crise du lait de 2009 qui a fait [voler](#) en éclats les plans de Nicolas Haubert et Angélique Lecomte. Trois semaines après leur installation, le prix de la tonne a chuté de plus de 100 euros sous leurs prévisions. Ils n'avaient alors que 23 ans et un emprunt de 650 000 euros d'installation à [rembourser](#).

Sept ans plus tard, « *ça porte* » aussi sous les chaussures dans leurs prairies, signe que les vaches pourront bientôt s'installer sans s'enfoncer dans la terre. Mais le couple, lui, est loin d'être sorti de l'ornière. Au moins, Angélique a-t-elle recommencé à « *ouvrir les factures* » qu'elle avait fini par ne plus [regarder](#) quand, il y a un peu plus de deux ans, l'exploitation a vu « *les huissiers débarquer dans la cour* ».

Le couple, en redressement judiciaire, a pu ensuite [bénéficier](#) de dix-huit mois de gel de ses remboursements aux banques et aux fournisseurs. Sa dette a été réétalée sur treize ans, l'équivalent d'une nouvelle installation pour la famille qui s'est agrandie avec deux fillettes de 6 et 3 ans. Elle saura dans quelques jours combien le « système herbager » lui a permis d'économiser sur son bilan comptable.

Retrouver son autonomie

Ce système n'est toutefois pas une solution miracle pour [le monde](#) agricole en crise. « *C'est propre à un terrain particulier, et à un type d'élevage* », insiste Mathieu Chartier. Les plaines sarthoises et les parcelles de prairie proches des fermes facilitent cette transition, qu'un partenariat entre Solidarité paysans et le Civam permet d'accompagner.

Pour les deux associations, l'essentiel de leur action est de proposer des scénarios aux exploitants et de, surtout, « *ne pas [prendre](#) de décision à leur place* ».



Car l'autonomie des agriculteurs est un combat de longue haleine qui reste en travers de la gorge des Lethuillier, comme de Nicolas Haubert et Angélique Lecomte. Tous ont en mémoire ceux qui, à leur installation, les ont détournés de leur intuition, et intention, de « faire de l'herbe ». « *A l'école d'agriculture, on vous apprend qu'on fait du lait avec du maïs, pas avec de l'herbe* », confirme Mathieu Chartier, lui-même diplômé d'agronomie.

« *Pourquoi personne ne nous a dit que l'on pouvait faire autrement ?* », interroge Marie-Yvonne la main sur la croix qu'elle porte en pendentif, ne décolérant pas contre tous ceux qui les ont orientés vers ces mauvais choix. « *Le problème, c'est qu'on est une profession où on est trop conseillés* », ironise à ses côtés Frédéric. Mais ces avis peuvent toutefois apparaître bienvenus à un moment donné quand, comme lui, on a appris le métier sur le tard, et qu'on redoute de faire couler sa petite entreprise.

Outre l'orientation de l'exploitation, la négociation de l'achat de la ferme (« *qu'on paie toujours trop cher* », résume Frédéric Lethuillier), c'est le choix des intrants, des compléments, vitamines, engrais ou pesticides qui fait l'objet des conseils de techniciens... qui en sont aussi les vendeurs.

Le visage marqué, Angélique Lecomte revoit ce fournisseur, auprès de qui elle est pourtant déjà lourdement endettée, leur recommander l'achat d'un nouveau complément pour les vaches censé accroître la production de lait pour leur permettre de gagner davantage. « *On est jeunes et naïfs, alors on écoute* », regrette-t-elle.

Quand Solidarité paysans et le Civam les rencontrent, ils leur proposent de commencer par diminuer de moitié les compléments alimentaires. Incrédules, Nicolas et Angélique ont vu la production se maintenir, avec pourtant deux fois moins d'intrants. Le couple, qui dépensait 80 000 euros par an en aliments achetés à l'extérieur, commence alors à voir où il pourra faire des économies.

Arrêter de dépenser plus pour produire plus

En pleine difficulté, Frédéric Lethuillier s'était, lui, toujours entendu dire par son contrôleur laitier que le seul moyen de sortir ses comptes du rouge était de « *faire son quota* », c'est-à-dire atteindre son maximum de production autorisé par l'Union européenne (le système, aboli l'année dernière, continue de servir de référence dans la filière laitière). D'un geste, Frédéric résume les implications de ce choix : il plie le bras d'avant vers l'arrière, mimant à la fois le tiroir-caisse et l'ouverture de l'épandeur sur les champs.



Dépenser plus pour produire plus. Claude Marchais, exploitant laitier, ne veut plus entendre parler de ce « *productivisme à outrance* » depuis qu'en 2010, tous ses conseillers lui ont recommandé de vendre son exploitation. Installé depuis 1989, il venait tout juste de se constituer en groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) avec d'autres agriculteurs et de s'endetter pour faire construire une stabulation et une salle de traite moderne.

Distributeur automatique de portions d'aliments, racloire automatisé pour nettoyer les excréments des vaches, salle de traite rotative qui facilite le travail de l'éleveur... Les paysans y gagnent en confort et en espace, dans la perspective d'agrandir l'élevage de 160 vaches, pour 250 hectares de terres. « *C'était dans l'air du temps* », reconnaît Christine, sa femme, associée à la ferme.

« On est formatés à faire de l'intensif, à l'école, à la chambre d'agriculture... »

Mais le GAEC est lui aussi pris dans le piège de la crise du lait de 2009 et ne peut plus rembourser son emprunt. Entré en procédure de sauvegarde, Claude, qui avait jusque-là dit tout le mal qu'il pensait du système herbager, finit par être convaincu de son utilité. Aujourd'hui président de Solidarité paysans en Sarthe, il en est même devenu l'un des défenseurs.



Si désormais l'une des travées de leur stabulation, qui devait accueillir l'agrandissement de l'élevage, est vide, hors de question de la remplir. « *On est formatés à faire de l'intensif, à l'école, à la chambre d'agriculture... On nous dit : faites plus et vous aurez plus. Mais, parfois, le plus tourne au moins* », constate le couple Marchais.

Outre son apaisement d'éleveur, Claude Marchais assure avoir vu une différence sur ses animaux qui sont « *plus calmes* », lorsqu'ils vont au champ. Une amélioration du bien-être du bétail qu'il lit aussi dans ses comptes : « *J'ai diminué ma facture de vétérinaire de 30 %.* »

Frédéric Lethuillier se réjouit, lui, d'être « *redevenu le patron de sa ferme* » : « *Je n'écoute plus les conseils, c'est moi qui prends les décisions.* » La prochaine pourrait être de se convertir en bio, si l'avenir assombri par une nouvelle crise du lait le permet.

Nicolas Haubert s'est également donné un an de réflexion sur le sujet. « *Avec le système herbager, il ne nous manque pas grand-chose pour passer au bio et le lait est payé 100 euros de plus la tonne* », calcule-t-il. Il y a manifestement de la demande : sa laiterie cherche des contrats en agriculture biologique.

Lien article en ligne :

http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/02/27/surendettes-des-eleveurs-choisissent-de-sortir-du-depenser-plus-pour-produire-plus_4872777_3224.html